

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 03/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PATOIS BERNARD

4 rue de la Velle
25140 Frambouhans

Références : UID257090/SPR/EDB 2025 – 0228A
Code AIOT : 0005900301

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement PATOIS BERNARD implanté 4 rue de la Velle 25140 Frambouhans. L'inspection a été annoncée le 04/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de l'inspection des installations classées pour l'année 2025 et de l'action régionale sur les produits chimiques qui vise la prévention des incompatibilités et maîtrise des conditions de stockage. La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2025, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération coup de poing au cours du 1er semestre 2025. Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockages des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP. La présente inspection a consisté à contrôler, par sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence

de FDS conformes, et le respect des prescriptions des FDS des rubriques visant à prévenir tout risques liés à l'incompatibilité de produits entre eux. La visite a comporté une inspection visuelle des conditions stockages et d'étiquetage, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de quelques FDS par sondage.

Un point sur les rejets aqueux a également été réalisé lors de cette visite dans le contexte de rédaction d'un arrêté préfectoral complémentaire pour la réduction des substances dangereuses dans l'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PATOIS BERNARD
- 4 rue de la Velle 25140 Frambouhans
- Code AIOT : 0005900301
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installée à FRAMBOUHANS (25140), la Société PATOIS Bernard est une entreprise familiale spécialisée dans le secteur d'activité du traitement et revêtement des métaux depuis 1970. Les traitements de surface y sont réalisés de façon manuelle. Le procédé de traitement de surface est basé sur l'électrodéposition qui consiste à déposer une fine couche de métal précieux sur la surface d'une pièce afin de la protéger contre l'abrasion, l'oxydation, la corrosion et d'autres facteurs qui peuvent la détériorer dans le temps. La société travaille essentiellement pour les secteurs de la bijouterie, joaillerie et de la maroquinerie. L'entreprise emploie actuellement 12 salariés.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.1.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Demande d'action corrective	2 mois
6	Produits incompatibles associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	1 mois
7	Autorisation de raccordement	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 4.3.6.1	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	t			
9	VLE eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 4.3.9	Demande d'action corrective	1 mois
10	Valeurs limites des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 33	Demande d'action corrective	3 mois
11	Analyse et transmissions de l'autosurveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 9.3.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet
4	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	Sans objet
5	Conditions de stockage et de manipulation	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	Sans objet
8	Surveillance rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 9.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

7 non-conformités ont été relevées :

- Absence de registre des produits dangereux et de plans détaillé des stockages;
- Certaines FDS de produits présents sur le site ne sont pas à jour;
- Absence de maîtrise du risque lié aux incompatibilités de stockage de produits chimiques dans les mêmes rétentions;
- Autorisation de déversement des effluents aqueux avec la STEP communale caduque;
- Dépassement des valeurs limites de rejets en flux pour l'aluminium;
- Certains paramètres au niveau des rejets aqueux ne sont pas analysés trimestriellement;
- Absence d'interprétation des résultats d'analyse des rejets aqueux et incomplétude des déclarations GIDAF.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a apporté quelques éléments permettant de justifier de

ses démarches de mise en conformité :

- Courriel de l'exploitant le jour de la visite pour obtenir les dernières versions des FDS;
- Courriel de l'exploitant indiquant la séparation des stockage de soude et d'acide sulfurique dans les 24h et la commande de panneaux d'affichage pour les matrices d'incompatibilité;
- Courriel de l'exploitant demandant au maire de la commune la mise à jour de sa convention de déversement;

Le non-respect des prescriptions applicables en vertu du code de l'environnement expose aux suites administratives et pénales prévues par les articles L. 171-8 et R. 514-4 du code de l'environnement. Considérant les actions engagées ou prévues, l'inspection ne propose pas dans un premier temps d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Les réponses de l'exploitant et les résultats des actions correctives guideront la décision pour le moment suspendue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.1.2
Thème(s) : Actions régionales, Etat des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a communiqué un tableur nommé « commandes faites aux fournisseurs 2024 ». Ce document reprend la liste de tous les produits commandés en 2024 mais ne permet pas d'avoir une connaissance précise des produits présents sur le site à un instant T. L'exploitant ne dispose donc pas d'un registre indiquant la nature et la quantité des produits présents sur le site et mis à jour régulièrement. De plus, l'exploitant ne dispose pas de plan général des stockages de produits chimiques sur le site. Il a présenté un plan général du site sur lequel figure deux zones de stockage de produits chimiques mais sans précision sur le type de produits présents dans ces zones ni sur les quantités maximales susceptibles d'y être entreposées. Enfin, des fiches de données de sécurité ont été présentées. L'exploitant les conserve en format informatique sur son disque dur qui est également sauvegardé sur un data center permettant l'accès à distance par les services de secours en cas de besoin. L'exploitant indique présenter la FDS à ses salariés à chaque réception d'un nouveau produit.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à réaliser et mettre à jour un registre des produits dangereux présents sur site avec à minima leur nature et leur quantité. Il réalisera également un plan de ses stockages comprenant les risques inhérents et les quantités maximum susceptibles d'être entreposées.

Il communiquera ses éléments à l'inspection dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,</p> <p>b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou</p> <p>c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'étant pas en possession d'un état de ses stocks de produits dangereux à jour, 3 produits ont été sélectionnés pas sondage lors de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Produit 1 : Palladium-Nickel 8020 S Recharge R2 • Produit 2 : Acide sulfurique • Produit 3 : Alistar Replenisher <p>L'exploitant a su rapidement retrouver les 3 fiches de données de sécurité du fournisseur de ces produits dans sa base informatique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:</p> <p>1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ;</p>

- 2) identification des dangers;
- 3) composition/informations sur les composants;
- 4) premiers secours;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle;
- 7) manipulation et stockage;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle;
- 9) propriétés physiques et chimiques;
- 10) stabilité et réactivité;
- 11) informations toxicologiques;
- 12) informations écologiques;
- 13) considérations relatives à l'élimination;
- 14) informations relatives au transport;
- 15) informations relatives à la réglementation;
- 16) autres informations.

Constats :

Les fiches de données de sécurité contrôlées par sondage comportent les 16 rubriques requises par le règlement REACH, dont le numéro d'enregistrement de la substance.

Les 3 produits contrôlés par sondage disposent bien d'une étiquette lisible et rédigée en français. Toutefois certaines incohérences ont été relevées entre les indications sur les FDS et celles sur les étiquettes des produits 1 et 3 :

- Produit 1 : Palladium-Nickel 8020 S Recharge R2 (produit utilisé dans les bains de traitement de surface) : FDS dans sa version du 24/08/2015.

- 4 mentions de dangers figurent dans la FDS (H332, H334, H317, H351), or l'étiquette fait mention de 6 mentions de dangers. En effet, les mentions de danger suivantes ne figurent pas sur la FDS : « provoque de graves brûlures de la peau et de graves lésions des yeux (H314) » et « très toxique pour les organismes aquatiques (H400) ».
- 2 pictogrammes de danger figurent sur la FDS (danger pour la santé et nocif ou irritant), or sur l'étiquette figurent 4 pictogrammes de danger (danger pour la santé, nocif ou irritant, corrosif, danger pour l'environnement).

- Produit 2 : Acide sulfurique (produit utilisé pour ajuster le pH au niveau de la station de traitement des eaux) : FDS dans sa version du 14/04/2015.

- 1 mentions de dangers figure dans la FDS (H314), or l'étiquette fait mention de 2 mentions de dangers. En effet, la mention de danger suivante ne figure pas sur la FDS : « Peut être corrosif pour les métaux (H290) ».

- Produit 3 : Alistar Replenisher (produit utilisé pour les bains de traitement de surface) : FDS dans sa version du 04/11/2013.

- 4 mentions de dangers figurent dans la FDS (H302, H332, H411, EUH032), or l'étiquette fait mention de 6 mentions de dangers. En effet, les mentions de danger suivantes ne figurent pas sur la FDS : « risque présumé d'effets graves sur les organes (par ingestion) (H371) », « risque présumé d'effets graves pour les organes à la suite d'expositions répétées ou d'une

exposition prolongée »,.

- 2 pictogrammes de danger figurent sur la FDS (nocif ou irritant et danger pour l'environnement), or sur l'étiquette figurent 3 pictogrammes de danger (nocif ou irritant, danger pour l'environnement et danger pour la santé).

Ces incohérences sont a priori dues à la version des FDS qui n'est plus à jour.

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a immédiatement envoyé un courriel à tous ses fournisseurs pour leur demander les dernières versions des FDS de ses produits.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à assurer une veille régulière des FDS des produits présents sur site. Il pourra utilement s'appuyer sur son registre des produits présents sur le site pour s'assurer régulièrement être en possession de la dernière mise à jour de la FDS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Mesures de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II

Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

5.1 mesures de lutte contre l'incendie;

Indiquer les règles de lutte contre un incendie déclenché par la substance/préparation ou survenant à la proximité de celle-ci, en indiquant:

- tout moyen d'extinction approprié;
- tout moyen d'extinction à ne pas utiliser pour des raisons de sécurité;
- tout danger particulier résultant de l'exposition à la substance/préparation en tant que telle, aux produits de la combustion, aux gaz produits;
- tout équipement de protection spécial pour le personnel préposé à la lutte contre le feu.

Constats :

Les 3 produits contrôlés par sondage étaient entreposés dans 3 zones distinctes sur le site :

- Produit 1 : Palladium-Nickel 8020 S Recharge R2 : entreposé sur une étagère au sein même de l'atelier de traitement de surface. La FDS précise les moyens d'extinction suivants : CO2, poudre, eau pulvérisée. Un extincteur au CO2 était présent à moins d'un mètre.
- Produit 2 : Acide sulfurique : La FDS précise les moyens d'extinction suivants : CO2, poudre, eau pulvérisée, mousse. Un extincteur au CO2 et un extincteur à eau pulvérisée étaient présents à moins d'un mètre.
- Produit 3 : Alistar Replenisher : La FDS précise les moyens d'extinction suivants : poudres, sable sec. Le moyen d'extinction présent à proximité n'a pas fait l'objet d'un contrôle lors

de la visite. L'exploitant devra bien s'assurer que les moyens d'extinction présents à proximité sont adaptés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions de stockage et de manipulation

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II

Thème(s) : Actions régionales, Produits incompatibles

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

7.1. Manipulation

Indiquer les précautions à prendre pour garantir la sécurité de la manipulation, notamment les mesures d'ordre technique telles que:

- le confinement, la ventilation locale et générale, les mesures destinées à empêcher la production de particules en suspension et de poussières ou à prévenir les incendies, les mesures requises pour protéger l'environnement (par exemple, utilisation de filtres ou de laveurs pour les ventilations par aspiration, utilisation dans un espace clos, mesures de collecte et d'évacuation des débordements, etc.) ainsi que toutes exigences ou règles spécifiques ayant trait à la substance/préparation (par exemple, procédures et équipement d'emploi recommandés ou interdits) en donnant si possible une brève description.

7.2. Stockage

Préciser les conditions nécessaires pour garantir la sécurité du stockage, telles que:

- la conception particulière des locaux de stockage ou des réservoirs (y compris cloisons de confinement et ventilation), les matières incompatibles, les conditions de stockage (température et limites/plage d'humidité, lumière, gaz inertes, etc.), l'équipement électrique spécial et la prévention de l'accumulation d'électricité statique. Le cas échéant, indiquer les quantités limites pouvant être stockées. Fournir en particulier toute indication particulière telle que le type de matériau utilisé pour l'emballage/conteneur de la substance ou de la préparation.

Constats :

Les conditions de manipulation prévues par les FDS des 3 produits sont respectées. Le personnel dispose d'équipements de protection individuelle et est formé à la manipulation des produits chimiques en galvanoplastie.

Les conditions de stockage prévues par les FDS des 3 produits sont également respectées. Les produits sont maintenus dans leur récipient d'origine, entreposé dans des locaux aérés, à température ambiante et sur rétention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Produits incompatibles associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

-article 25-II dernier alinéa« Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention ».

-rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles

Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers

Constats :

Les produits sont stockés dans trois zones dédiées. Deux zones se situent au niveau de la STEP et quelques produits sont entreposés dans l'atelier de traitement de surface (quelques produits pour faire les appoints dans les bains. Le stockage des produits sur une même rétention ne suit pas une logique de compatibilité. En effet, les contenants étant assez petits (en majorité des bidons de 5 litres) et les produits assez diversifiés, il est difficile de déterminer s'ils sont compatibles ou non en stockage. Les produits sont bien étiquetés ce qui permet de s'assurer des incompatibilités relatives aux pictogrammes de dangers. Toutefois, certaines incompatibilités comme les acides/bases ne sont pas facilement perceptibles avec l'étiquetage. L'exploitant pourrait utilement mettre en place un mode opératoire/code couleur/procédure permettant de facilement déterminer quels types de produit peuvent être stockés ensemble. Il est important que les stockages soient gérés comme les bains, c'est-à-dire sur des rétentions distinctes en fonction des incompatibilités (acides/bases/cyanures...).

La matrice d'incompatibilité des produits chimiques n'est pas affichée et semble assez méconnue de l'exploitant. En effet, certains produits peuvent réagir les uns avec les autres en cas de déversement accidentel de quantités non maîtrisées, provoquant parfois des explosions, des incendies, des projections ou des émissions de gaz dangereux. Ces produits incompatibles doivent être séparés physiquement.

Lors de la visite, il a notamment été constaté que l'acide sulfurique et la soude (utilisés tout deux dans des quantités maîtrisées pour ajuster le pH dans la STEP) sont stockés dans la même rétention. Le mélange de ses deux produits dans des quantités non maîtrisées peut provoquer des émanations toxiques (<https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/accident/3888/>).

L'exploitant a indiqué qu'il allait modifier cela immédiatement après la visite. De plus, suite à la visite il a passé commande d'affichages relatifs aux incompatibilités des produits.

L'exploitant n'a donc pas défini les incompatibilités des produits qu'il stocke.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à réaliser une analyse des incompatibilités susceptibles d'être réalisées au sein de ses stockages de produits et à mettre en place un mode opératoire permettant de s'assurer que le stockage de ses produits est compatible. Il veillera également à former son personnel sur ce sujet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Autorisation de raccordement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 4.3.6.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Raccordement à la station d'épuration communale

Prescription contrôlée :

Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle n'est admis que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public ou l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Constats :

L'exploitant n'a pas su présenter d'autorisation de déversement en vigueur pour son site.

En effet, le dernier arrêté de déversement disponible date du 19 novembre 2012 et son article 6 précise que la durée d'autorisation est de 1 an et que son renouvellement doit être sollicité par l'exploitant .

L'inspection a contacté la commune des Fontenelles (gestionnaire de la station communale) qui a confirmé avoir connaissance du rejet de la société PATOIS dans son installation.

Dès lors, l'exploitant ne bénéficie pas de l'autorisation pour déverser ses effluents dans le réseau d'eau communal qui se rejette in fine dans la station communale des Fontenelles.

Par courriel du 27/02/2025, l'exploitant a sollicité le renouvellement de son autorisation de déversement auprès du Maire de la commune.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communiquera à l'inspection son autorisation de déversement dès réception et veillera à en respecter les conditions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Surveillance rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 9.2.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance rejets aqueux
--

Prescription contrôlée :

[...]

- Des mesures du niveau des rejets en cyanure et en métaux sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière. Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.

Ces mesures sont effectuées :

-> Deux fois par semaine, en vue de déterminer le niveau des rejets en cyanures ;

→ Une fois par semaine, en vue de déterminer le niveau des rejets en Aluminium, Fer, Nickel et Cuivre.

Des mesures portant sur l'ensemble des polluants (Al, Fe, Ni, Cu, Zn, MES, CN, fluorures, phosphore, DCO, indice hydrocarbure, AOX, tributylphosphate) objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un organisme compétent [...].

Constats :

L'exploitant réalise deux fois par semaines une analyse des cyanures et une analyse hebdomadaire sur les paramètres Aluminium, Fer, Nickel et Cuivre.

Tous les paramètres prévus dans la surveillance de l'arrêté préfectoral font l'objet d'une analyse trimestrielle par un laboratoire disposant d'un agrément. L'exploitant a communiqué les deux derniers rapports datant du 27/09/2024 et 05/12/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : VLE eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites rejets eaux résiduaires

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Rejet n°1 : Effluent industriel après passage en station d'épuration

Débit de référence	Débit maximal journalier : Débit horaire maximal :	8 m3 1.5 m3/h
Paramètres	Concentration en mg/l	Flux en g/j
Aluminium	2	16
Fer	5	40
Nickel	0.5	4
Cuivre	0.5	4
Zinc	2	1
MES	30	240
CN (aisément libérables)	0.1	08

Fluorures	15	120
Phosphore	50	400
DCO	600	4800
Indice hydrocarbures	5	40
AOX	1	8
Tributylphosphate	0.5	4

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesurs en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les résultats des prélèvements instantanés qui peuvent être réalisés en dehors des campagnes de prélèvement inopinés, dans le cadre de l'autosurveillance, ne peuvent excéder le double de la valeur limite.

Les valeurs limite en terme de concentration pour les autres polluants sont définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluent rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté.

Constats :

Les rapports des résultats d'analyses de septembre et novembre 2024 mettent en évidence des dépassements de la concentration en Aluminium : 2.883 mg/l et 3.516 mg/l au lieu de 2mg/l. S'agissant de prélèvements instantanés, ces valeurs sont inférieures au double de la valeur limite réglementaire.

Concernant la valeur limite en flux fixée par l'arrêté préfectoral, les résultats présentés par l'exploitant ne se prononcent pas sur le flux. Les débits journaliers ont été déclarés sur GIDAF pour le mois de septembre, ce qui permet de calculer le flux en aluminium suivant le jour du prélèvement : 19.89 g/j (6.3×2.883) ce qui est supérieur au flux autorisé.

Les résultats d'analyse pour les autres paramètres sont conformes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à transmettre à l'inspection, dans un délai d'un mois, son plan d'action de mise en conformité pour abaisser ses flux rejetés en aluminium.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 10 : Valeurs limites des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 33

Thème(s) : Risques chroniques, VLE en concentration pour les polluants du secteur d'activité

Prescription contrôlée :

I. Les rejets d'eaux résiduaires se font exclusivement après un traitement approprié des effluents. Ils respectent notamment les valeurs limites d'émission fixées ci-après.

II. [...]

Lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration urbaine, les valeurs limites d'émissions, en sortie de l'installation, des polluants autres que les macro-polluants sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel. [...]

III. [...]

1. Polluants spécifiques du secteur d'activité

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes avant rejet au milieu naturel :

	N° CAS	C o d e S A N D R E	Valeur limite d e concentratio n	Activité visée	Condition sur le flux
Ag	7440-22-4	1368	0,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 1 g/j
Aluminium	7429-90-5	1370	5 mg/l		Si le flux est supérieur à 10 g/j
Cadmium et s e s composés* (en Cd)	7440-43-9	1388	Interdiction de rejet 0,2 mg/l 0,1 mg/l 50 µg/l	Pour les installations visées à l'article 56 Pour les autres installations : Pour les installations ayant une activité de réparation et d e rénovation Pour les installations	

				de cadmiage Pour tous les autres cas	
Chrome VI (en Cr6+)	18540-29-9	1371	0,1 mg/l		
Chrome III	7440-47-3	5871	1,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	1,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Fer	7439-89-6	393	5 mg/l		Si le flux est supérieur à 10 g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,5 mg/l 0,4 mg/l	Pour les installations ayant une activité de réparation et de rénovation Autres cas	
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	2 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Étain et ses composés	7439-96-5	1394	2 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	3 mg/l		Si le flux est supérieur à 6 g/j

Trichlorométhane (chloroforme)	67-66-3	1135	1 mg/l 0,25 mg/l	Pour les installations avec une activité utilisant des bains de nickel chimique et/ou de zinc/nickel Autres cas	
Cyanures totaux		1390	Interdiction de rejet 0,1 mg/l	Pour les installations visées à l'article 56 Pour les autres installations	

[...]

3. Les valeurs limites en termes de concentration pour les autres polluants sont définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté :

Polluant	Rejet direct (en mg/l)	Rejet raccordé (en mg/l)	Condition sur le flux
MES	30	30	Si le flux est supérieur à 60 g/j
F	15	15	Si le flux est supérieur à 30 g/j
Nitrites	20	/	Si le flux est supérieur à 40 g/j
Azote global	50	150	Si le flux est supérieur à 50 kg/j
P	10	/	Si le flux est supérieur à 20 g/j (direct)

/	50	Si le flux est supérieur à 100 g/j (raccordé)	
DCO	300	600	/
Indice hydrocarbure	5	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j
AOX (*)	5	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j

(*) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

Constats :

Concernant les valeurs limites de rejet, celles prescrites dans l'arrêté préfectoral du site sont pour l'ensemble plus restrictives que celles prévues par l'arrêté ministériel. Dès lors, il convient de se référer au constat précédent pour la vérification de la conformité des rejets aqueux au regard des valeurs limites d'émission.

En revanche, l'arrêté ministériel prévoit la surveillance de paramètres supplémentaires par rapport à l'arrêté préfectoral : Argent, Cadmium, Chrome III et VI, Plomb, Etain, Chloroforme, nitrite et azote global.

Ces paramètres ne font aujourd'hui pas l'objet d'une surveillance trimestrielle par un laboratoire agréé comme prévu par l'article 46 de l'arrêté ministériel du 09/024/2019.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à intégrer ces nouveaux paramètres dans son programme de surveillance pour la prochaine campagne d'analyse trimestrielle et communiquera à l'inspection le rapport dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Analyse et transmissions de l'autosurveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 9.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Déclarations GIDAF et interprétation des résultats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées, des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.</p> <p>Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des Installations Classées pendant une durée de 10 ans.</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis mensuellement par l'exploitant par le biais du site internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un tableur récapitulant les résultats de son autosurveillance et de celle réalisée trimestriellement par un organisme agréé. Toutefois, ce document ne possède pas de comparatif avec les valeurs limite d'émission associées permettant de statuer sur la conformité du rejet. De plus, pour les résultats non-conformes, l'exploitant ne précise pas non plus dans ce document la cause de ces écarts et les mesures correctives mises en œuvre pour y remédier. L'interprétation des résultats d'analyse n'est pas réalisée.</p> <p>L'exploitant verse sur GIDAF les résultats de son autosurveillance toutefois les résultats sont juste enregistrés et non transmis.</p> <p>Depuis, l'application l'exploitant télécharge le modèle de fichier pour saisir ses résultats mais il le verse ensuite en pièce jointe à la déclaration mais ne l'importe pas en tant que résultats. Dès lors la déclaration n'est pas saisie correctement et ne permet pas d'être transmise officiellement.</p> <p>Il est possible de verser une pièce jointe mais il s'agit du rapport d'analyse du laboratoire. Le tableur de saisie doit servir à importer les résultats. De plus la cause des dépassements, leur nature et les mesures correctives envisagées ou réalisées ne sont pas précisées dans GIDAF.</p> <p>L'exploitant indique qu'il va regarder de plus près comment procéder à la déclaration en bonne et due forme et si nécessaire faire appel à son prestataire d'analyse pour la réaliser.</p> <p>A toutes fins utiles, des tutoriels sont disponibles pour la saisie des déclarations au lien suivant : https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/tutoriels-gidaf#exploit-presta</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à renseigner tous les champs de sa déclaration GIDAF et à établir chaque mois un rapport de synthèse relatif aux résultats de ses analyses comprenant au minimum l'interprétation des résultats (cause et ampleur des écarts) et les actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que leur efficacité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

